

DANS L'ACTUALITE du 8 au 18 juillet 2016

Textes officiels

JORF n° 0164 du 16 juillet 2016

Équipement des places de stationnement d'une installation dédiée à la recharge d'un véhicule électrique ou hybride et installation d'infrastructures pour le stationnement des vélos

[Décret n° 2016-968 du 13 juillet 2016 relatif aux installations dédiées à la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables et aux infrastructures permettant le stationnement des vélos lors de la construction de bâtiments neufs](#)

[Arrêté du 13 juillet 2016 relatif à l'application des articles R. 111-14-2 à R. 111-14-8 du code de la construction et de l'habitation](#)

JORF n° 0161 du 12 juillet 2016

Cogénération à haut rendement ; garanties d'origine de l'électricité obtenue à partir de cogénération

[Décret n° 2016-944 du 11 juillet 2016 portant diverses dispositions d'adaptation du code de l'énergie au droit de l'Union européenne en matière de production d'électricité à partir de sources renouvelables ou de cogénération](#)

JORF n° 0158 du 8 juillet 2016

Publication de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine

[LOI n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine](#)

Voir aussi [adden-leblog.com](http://www.adden-leblog.com)

Jurisprudence

Principe de sécurité juridique et délai raisonnable de recours du destinataire à l'encontre d'une décision individuelle qui lui a été notifiée

[CE 13 juillet 2016 M. B..., req. n° 387763](#)

L'appréciation sommaire des dépenses requise au dossier de DUP d'une ZAC n'a pas à inclure les dépenses relatives aux ouvrages qui seront ultérieurement construits dans le périmètre de la zone

[CE 11 juillet 2016 association "Observatoire indépendant du cadre de vie" \(OICV\), req. n° 389936](#)

Au titre du contrôle de la nécessité de l'expropriation, le juge peut vérifier que l'inclusion d'une parcelle déterminée dans le périmètre d'expropriation n'est pas sans rapport avec l'opération déclarée d'utilité publique

[CE 6 juillet 2016 commune d'Achères et la société d'aménagement de la région de Rambouillet et du département des Yvelines \(SARRY 78\), req. n° 371034](#)

Caractère obligatoire du règlement de la consultation

[CAA Bordeaux 7 juillet 2016 sociétés Artelia Ville et Transport et Artelia Eau et Environnement, req. n° 14BX02425](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Conseil aux acheteurs

[La DAJ actualise ses tableaux synthétiques des mesures de publicité et des procédures](#)

Source : DAJ du 13/07/2016

Marchés publics : le Sénat veut durcir la lutte contre les offres anormalement basses

[Le Sénat a adopté en première lecture vendredi 8 juillet le projet de loi Sapin 2 relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique. En séance publique, il a lui aussi modifié l'ordonnance marchés publics et introduit la pénalisation des acheteurs publics qui ne lutteraient pas assez efficacement contre les offres anormalement basses.](#)

Source : le Moniteur du 11/07/2016

Environnement

EuropaCity : le « oui mais » de la région Ile-de-France

[La région Ile-de-France, présidée par Valérie Pécresse \(LR\), s'est prononcée pour EuropaCity, projet de mégacomplexe ultramoderne mêlant commerces et loisirs au nord de Paris, mais avec de nombreuses réserves, notamment environnementales.](#)

Source : le Moniteur du 13/07/2016

Collectivités territoriales

Communes nouvelles : Annecy saute le pas, quand d'autres s'interrogent...

[Le 20 juin dernier, les conseils municipaux de la ville Annecy et de ses cinq voisines ont voté simultanément en faveur d'une fusion, qui sera donc effective le 1er janvier 2017. Ces regroupements de communes posent néanmoins question, notamment lorsqu'il s'agit de la représentativité des villes fusionnées au sein des intercos.](#)

Source : la gazette des communes du 07/07/2016

Transport

LGV Bordeaux-Toulouse: un protocole de financement au printemps 2017

[Le secrétaire d'Etat chargé des Transports Alain Vidalies a annoncé, ce 12 juillet, la nomination de deux hauts fonctionnaires pour accompagner les collectivités du grand sud-ouest à établir les conditions de financement des LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax.](#)

Source : le Moniteur du 13/07/2016

Vu dans les revues

AJDA n° 25-2016 du 11 juillet 2016 p.1413, *Les servitudes sur le domaine public : quel statut ?*, par Jean-Christophe Car

Droit Administratif n° 7, Juillet 2016, comm. 44, *Précisions sur la notion de mesures réglementaires relatives à l'organisation d'un service public*, par Gweltaz Eveillard

Droit Administratif n° 7, Juillet 2016, comm. 46, *Contrat de partenariat du nouveau Stade de Bordeaux : précisions relatives au contenu de l'obligation d'information des élus et reconnaissance de l'accord autonome*, par François Brenet

Contrats et Marchés publics n° 7, Juillet 2016, 7, *Regards croisés sur les mandats financiers des personnes publiques en droit public, bancaire et fiscal*, par Stéphane Braconnier, Frédéric Bertacchi, Alexandre Marion et Sophie Weill

Contrats et Marchés publics n° 7, Juillet 2016, repère 7, *Concessions d'aménagement : la fin d'une exception*, par François Llorens et Pierre Soler-Couteaux

Contrats et Marchés publics n° 7, Juillet 2016, chron. 5, *Un an de droit de l'Union européenne de la commande publique*, par Willy Zimmer

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 27, 11 Juillet 2016, 2191, *Les multiples visages des conventions d'occupation privative du domaine de la personne publique*, par Delphine Burriez

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 27, 11 Juillet 2016, 2192, *Cession d'immeubles par une collectivité territoriale ou un groupement. Qu'est-ce qu'une délibération motivée « portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles » ?*, par Caroline Chamard-Heim

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 27, 11 Juillet 2016, 2206, *Quel doit être le contrôle du juge sur l'acte créateur d'une zone d'aménagement différé ? (CAA Marseille, 5 janv. 2016, n° 13MA03691)*, par Frédéric Salvage de Lanfranchi